

Le Premier ministre algérien voudrait un «lobby de l'Algérie en France»

20 oct. 2017, 17:32



© Louafi Larbi Source: Reuters

Ahmed Ouyahia, Premier ministre de l'Algérie et secrétaire général du Rassemblement National Démocratique.



Le parti dirigé par Ahmed Ouyahia a dit souhaiter que les Algériens en France s'organisent pour constituer un «lobby économique et politique». Des propos perçus comme une critique envers les associations déjà existantes chargées de cette activité.

Le 15 octobre 2017, le parti de Premier ministre algérien Ahmed Ouyahia, le Rassemblement national démocratique (RND), dont il est le secrétaire général, a demandé dans un communiqué à ce que la communauté algérienne établie dans l'Hexagone constitue, à l'avenir, un «lobby économique et politique de l'Algérie en France».



RT France
@RTenfrancais



#Voitures «made in #Algérie» : le gouvernement dresse un bilan catastrophique francais.rt.com/economie/41758...

07:26 - 7 août 2017

1 13 15

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la déclaration du parti dirigé par le Premier ministre algérien n'est pas passée inaperçue dans la presse algérienne. Selon le site d'informations [TSA-Algérie](#), cet appel pourrait laisser penser qu'aucun groupe ne défendrait, à l'heure actuelle, les intérêts de l'Algérie en France. Or, TSA-Algérie rappelle qu'aujourd'hui en France, plusieurs groupes défendent les intérêts algériens, tels que l'Association de la Maison de l'Algérie, créée en 2010, qui s'adresse à la diaspora algérienne dans l'Hexagone et cherche à promouvoir l'économie, la culture et le tourisme du pays.

Lire aussi



«Que va-t-on dire au quai d'Orsay ?» : le changement de gouvernement algérien perturbe Paris

«Cet appel sonne comme une critique et sous-entend que le lobby algérien serait inefficace ou mal organisé»

La présidente de cette association, Naima Iratni, voit d'ailleurs dans cette annonce du RND un brin de mauvaise foi. «Cet appel sonne comme une critique et sous-entend que le lobby algérien serait

inefficace ou mal organisé. Mais qui empêche son organisation ou le désorganise ? A la Maison de l'Algérie, on travaille pour que des initiatives voient le jour mais du côté de l'ambassade et des consulats, on ne cesse de nous balader», tempête-t-elle auprès de TSA-Algérie.

Et de poursuivre : «Nous sommes la première communauté étrangère en France et la moins bien structurée. Si le gouvernement algérien veut défendre les intérêts algériens en France, pourquoi ne pas créer un poste de secrétaire d'Etat à la communauté ?» Naima Iratni considère ainsi que l'annonce du Premier ministre algérien révèle un «défaut de connaissance de la communauté algérienne en France» de ce dernier.

Le site d'actualité algérien rappelle en outre qu'un groupe d'amitié franco-algérien existe déjà à l'Assemblée nationale française, présidé par la députée La République en marche (LREM) Fadila Khattabi.

Lire aussi : [En Algérie la question de la vacance du pouvoir et d'une destitution de Bouteflika refait surface](#)